

Une nouvelle étude met en évidence le besoin urgent de transparence dans le domaine de la défense, alors que les dépenses militaires mondiales atteignent un niveau record.

D'autres exemples de l'Arménie, du Guatemala, de la Malaisie, du Niger et de la Tunisie illustrent les défis liés à l'accès à l'information.

10 décembre 2024 - Une nouvelle étude de Transparency International Defence & Security (TI-DS) souligne la nécessité d'un meilleur accès à l'information dans le secteur de la défense afin d'enrayer la corruption, de garantir la responsabilité et d'améliorer l'engagement civique.

Publié aujourd'hui, *Unlocking Access : Balancing National Security and Transparency in Defence* met en lumière les secteurs opaques de la défense dans le monde entier, à une époque où les tensions géopolitiques s'accroissent et où les dépenses militaires mondiales atteignent le niveau record de 2 400 milliards de dollars.

Le rapport met en lumière les défis et les bonnes pratiques en matière de transparence des budgets de défense, des marchés publics et des processus politiques, en s'appuyant sur des études de cas détaillées concernant l'Arménie, le Guatemala, la Malaisie, le Niger et la Tunisie. Ces pays se trouvent à des stades différents de progrès en matière d'accès à l'information dans leur secteur de la défense et sont confrontés à une série de défis, notamment le secret lié aux conflits, le recul de la démocratie et l'enlisement des réformes.

Notre analyse révèle que si les cadres internationaux fournissent des lignes directrices en matière de transparence, leur mise en œuvre reste faible. Des exemptions générales en matière de sécurité nationale sont souvent utilisées pour justifier la rétention d'informations essentielles, tandis que les tests d'intérêt public destinés à mettre en balance les avantages de la divulgation et les dommages potentiels sont pour la plupart absents.

Ce manque de transparence accroît le risque de corruption et de mauvaise gestion des fonds et alimente la méfiance du public à l'égard des institutions mêmes chargées de protéger les citoyens.

Michael Ofori-Mensah, responsable de la recherche à Transparency International Defence & Security, a déclaré : "Nous sommes en train d'élaborer un plan d'action pour la sécurité de la défense :

"Le secteur de la défense reste l'une des branches les plus secrètes du gouvernement, ce qui en fait un terrain propice à la création d'emplois.

Le secret est un terrain propice à la corruption. Il est essentiel de trouver un équilibre entre la sécurité nationale et le droit de savoir du public pour garantir la responsabilité, mais bien trop souvent, les gouvernements font pencher la balance du côté du secret. Il est temps que la transparence devienne la règle et non l'exception".

Aperçu des études de cas

L'**Arménie** a maintenu des niveaux élevés de dépenses de défense en raison du conflit qui l'oppose depuis des décennies à l'Azerbaïdjan au sujet du territoire du Haut-Karabakh et qui s'est récemment conclu par des pertes importantes pour l'Arménie. L'accès à l'information a été inscrit dans une loi nationale sur la liberté d'information de 2003, mais a été sévèrement restreint par la loi sur les secrets d'État de 2024, qui interdit la publication d'informations relatives à la plupart des dépenses de défense.

Au cours de la dernière décennie, **le Guatemala** a été confronté à une crise de corruption de plus en plus grave, la présidence et le gouvernement de l'Union européenne étant en train d'enrayer le processus de corruption.

Le puissant bureau du procureur a étouffé les efforts de lutte contre la corruption, contraint les fonctionnaires anticorruption à l'exil et empêché les candidats potentiels à la réforme de participer aux élections. Comme le Secrétariat pour l'accès à l'information publique est tenu de travailler avec le bureau du procureur sur l'application de l'accès à l'information, la mise en œuvre de la loi a échoué jusqu'à présent.

La Malaisie a connu une transition pacifique du pouvoir en 2018, mais les réformes de la gouvernance - y compris l'accès à l'information - sont au point mort, la loi sur les secrets officiels de 1972 (OSA) limitant considérablement l'accès à l'information. La loi sur les secrets officiels de 1972 (OSA) limite considérablement l'accès à l'information. L'OSA constitue de facto le cadre national de l'accès à l'information et prévaut sur toute autre législation relative à l'accès à l'information. Le budget et les dépenses de la défense sont peu connus et il n'existe pratiquement aucune information publique sur la planification des acquisitions.

Le Niger a connu un coup d'État militaire en juillet 2023 qui a conduit à une augmentation de la violence, à une réduction brutale de l'aide étrangère et à une restriction sévère de l'accès à l'information et à d'autres droits démocratiques. Même avant le coup d'État, les revenus et les dépenses militaires n'étaient généralement pas transparents, tout comme les achats de matériel de défense. Mais une nouvelle loi de grande portée a été adoptée en 2024, qui exclut toutes les questions de défense des marchés publics, de la comptabilité publique et des impôts.

La Tunisie a connu un recul démocratique depuis 2021, ce qui a réduit la transparence du gouvernement. Bien qu'il existe une loi stricte sur l'accès à l'information, les informations relatives à la défense restent souvent confidentielles. La Tunisie dispose néanmoins d'une loi solide sur l'accès à l'information et d'un organe de contrôle indépendant efficace qui a contribué à la mise en œuvre de la loi dans l'ensemble du secteur public.

Le rapport propose des recommandations spécifiques pour chacun de ces cinq pays afin d'améliorer l'accès à l'information, recommandations qui s'inscrivent globalement dans les catégories suivantes :

1. **Tests d'équilibre** : Les cadres juridiques devraient exiger des fonctionnaires qu'ils évaluent l'intérêt public par rapport au préjudice potentiel avant de retenir des informations.
2. **Divulgation proactive** : les gouvernements devraient publier régulièrement et de manière proactive les budgets de défense, les plans d'approvisionnement et les résultats financiers afin de renforcer la responsabilité.

3. **Un contrôle indépendant** : Des organes de contrôle devraient être mis en place pour surveiller et trancher les litiges relatifs à l'accès à l'information.
4. **Engagement de la société civile** : La planification de la défense et l'élaboration des politiques devraient être ouvertes à la société civile pour une contribution et un contrôle plus larges.

Notes aux rédacteurs :

Transparency International Défense et Sécurité (TI-DS) fait partie de Transparency International, l'organisation mondiale de défense et de sécurité des droits de l'homme.

le principal mouvement de lutte contre la corruption, composé de 100 sections nationales.

TI-DS est un centre mondial d'excellence, de preuves et de plaidoyer dédié à la promotion de l'intégrité dans le secteur de la défense et de la sécurité au bénéfice des citoyens, des États et du monde.

Les études de cas présentées dans *Unlocking Access* ont été réalisées à l'aide d'une version actualisée de notre Indice d'intégrité de la défense gouvernementale 2020 - la principale évaluation mondiale de la gouvernance et des risques de corruption dans les secteurs de la défense. Les données ont été complétées par des entretiens avec des experts locaux et par l'examen de rapports politiques et d'enquêtes dans les médias.